

GE_GERICHTE A/3692/2014 vom 22. Dezember 2014

GE Cour de justice, 2014-12-22, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_3692_2014

FR: GE_GERICHTE A/3692/2014 du 22 décembre 2014

IT: GE_GERICHTE A/3692/2014 del 22 dicembre 2014

Volltext

Genève Cour de justice (Cour de droit public) Chambre administrative 22.12.2014
A/3692/2014

A/3692/2014 ATA/1039/2014 du 22.12.2014 (FPUBL) , REFUSE RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE POUVOIR JUDICIAIRE A/3692/2014 - FPUBL "

ATA/1039/2014 ![/endif]--> COUR DE JUSTICE Chambre administrative Décision du 22 décembre 2014 sur effet suspensif dans la cause A_____ représentée par Me Marc Lironi, avocat contre TRANSPORTS PUBLICS GENEVOIS représentés par Me Malek Adjadj, avocat Vu le recours interjeté le 2 décembre 2014 auprès de la chambre administrative de la Cour de justice (ci-après : la chambre administrative) par l'A_____ (ci-après : l'A_____ ou la recourante) contre une communication des Transports publics genevois (ci-après : TPG) du 3 novembre 2014 qu'elle considère être une décision, laquelle indique que, lors de sa séance du 27 octobre 2014, le conseil d'administration a approuvé la modification des articles du statut du personnel (ci-après : le SP) relatifs aux avantages du personnel retraité, dont la suppression avait été demandée par le Conseil d'État, lesdits avantages consistant en particulier en la gratuité des abonnement UNIRESO et en une participation à l'assurance-maladie de CHF 50.- ; vu les conclusions du recours, tendant préalablement à la restitution de l'effet suspensif, au fond à l'annulation de ladite décision et au déboutement de tout opposant de toutes autres ou contraires conclusions ; vu les observations sur effet suspensif du 18 décembre 2014 des TPG, concluant au retrait de l'effet suspensif, subsidiairement au rejet de la requête de restitution de l'effet suspensif, et, au fond, principalement à l'irrecevabilité du recours, subsidiairement à son rejet ; vu l'art. 7 al. 1 du règlement interne de la chambre administrative du 21 décembre 2010, à teneur duquel les décisions sur effet suspensif sont prises par le président de ladite chambre, respectivement par le vice-président, ou en cas d'empêchement de ceux-ci, par un juge ; considérant qu'aux termes de l'art. 66 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 (LPA - E 5 10), sauf disposition légale contraire, le recours a effet suspensif à moins que l'autorité qui a pris la décision attaquée n'ait ordonné l'exécution nonobstant recours (al. 1) ; que toutefois, lorsque aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'y oppose, la juridiction de recours peut, sur la demande de la partie dont les intérêts sont gravement menacés, retirer ou restituer l'effet suspensif (al. 3) ; que selon la jurisprudence constante, les mesures provisionnelles - au nombre desquelles compte la restitution de l'effet suspensif - ne sont légitimes que si elles s'avèrent indispensables au maintien d'un état de fait ou à la sauvegarde d'intérêts compromis, et ne sauraient, en principe tout au moins, anticiper le jugement définitif ni équivaloir à une condamnation provisoire sur le fond, pas plus qu'aboutir abusivement à rendre d'emblée illusoire la portée du procès au fond (ATF 119 V 503 consid. 3 ; ATA/248/2011 du 13 avril 2011 consid. 4 ; ATA/197/2011 du 28 mars 2011 ; ATA/248/2009 du 19 mai 2009 consid. 3 ; ATA/213/2009 du 29 avril 2009 consid. 2) ; qu'ainsi, dans la plupart des cas, les mesures provisionnelles consistent en un minus, soit

une mesure moins importante ou incisive que celle demandée au fond, ou en un aliud, soit une mesure différente de celle demandée au fond (Isabelle HAENER, Vorsorgliche Massnahmen in Verwaltungsverfahren und Verwaltungsprozess in RDS 1997 II 253 -420, 265) ; qu'en l'espèce, on ne voit pas quel préjudice pourraient subir les membres de la recourante en l'absence d'effet suspensif à son recours, étant donné que si celle-ci obtenait gain de cause au fond, ses membres pourraient se voir rembourser les sommes qu'ils auraient versées en trop pour leur abonnement UNIRESO par rapport aux avantages accordés jusqu'en 2014 et recevoir le montant de CHF 50.- pour leur assurance-maladie ; qu'au demeurant, un accord a été conclu les 3 et 10 décembre 2014 entre des syndicats - dont l'A_____ - et les TPG, prévoyant notamment la constitution d'une provision par ces derniers permettant de verser aux retraités un montant forfaitaire annuel de CHF 700.- en 2015 et 2016 ; qu'ainsi, la question de savoir si la recourante a un intérêt pour recourir (art. 60 al. 1 let. b LPA) se pose, de sorte que la recevabilité de son recours, qui est remise en cause par les intimés concernant également sa propre qualité pour recourir ainsi que l'existence même d'un acte attaqué, ne paraît en l'état et prima facie à tout le moins pas certaine ; qu'au surplus, l'admission de la requête de restitution de l'effet suspensif, si tant est qu'elle puisse même être prononcée - ce qui peut demeurer indécis -, reviendrait à maintenir pour 2015 les avantages accordés aux retraités des TPG jusqu'en 2014, ce qui anticiperait le jugement définitif et équivaldrait de facto à une condamnation provisoire sur le fond ; qu'enfin, les intimés font état, si le recours avait effet suspensif, de grandes et inextricables difficultés financières, liées en particulier au budget 2015 et au fait que la suppression litigieuse des avantages aurait été imposée par le Conseil d'État ; qu'au vu de ce qui précède, il sera dit que le recours n'a pas d'effet suspensif, le sort des frais de la procédure étant réservé jusqu'à droit jugé au fond. LA CHAMBRE ADMINISTRATIVE dit que le recours n'a pas d'effet suspensif ; réserve le sort des frais de la procédure jusqu'à droit jugé au fond ; dit que conformément aux art. 82 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF - RS 173.110), la présente décision peut être portée dans les trente jours qui suivent sa notification par-devant le Tribunal fédéral, par la voie du recours en matière de droit public ; le mémoire de recours doit indiquer les conclusions, motifs et moyens de preuve et porter la signature du recourant ou de son mandataire ; il doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, par voie postale ou par voie électronique aux conditions de l'art. 42 LTF. La présente décision et les pièces en possession du recourant, invoquées comme moyens de preuve, doivent être joints à l'envoi ; communique la présente décision, en copie, à Me Marc Lironi, avocat du recourant, ainsi qu'à Me Malek Adjadj, avocat des intimés. Le président : Ph. Thélin Copie conforme de cette décision a été communiquée aux parties. Genève, le la greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.